

"L'Est à l'amende" dans L'Humanité (15 avril 1991)

Légende: Le 15 avril 1991, le quotidien communiste français L'Humanité jette un regard critique sur la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), inaugurée le jour-même à Londres en présence de trente-trois chefs d'État ou de gouvernement.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 15.04.1991. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_est_a_l_amende"_dans_l_humanite_15_avril_1991-fr-b0e58438-66bf-45aa-a70a-ca64a9110317.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/12/2012

L'Est à l'amende

La Banque européenne de reconstruction et de développement entend étendre les contours de l'Europe capitaliste. Une ambition qui tourne le dos au développement des peuples de l'Est comme de l'Ouest

La Banque européenne de reconstruction et de développement, la BERD, est inaugurée ce matin à Londres en présence de 33 chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit d'« une institution financière dont l'ambition est politique », résumait vendredi dans « la Tribune de l'Expansion » son président Jacques Attali. Jamais encore l'ex-sherpa de François Mitterrand n'avait défini en termes aussi directs la philosophie de la banque, que ses statuts adoptés le 29 mai dernier destinaient à favoriser « la transition vers l'économie de marché » et la « démocratie » dans les pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, URSS). La BERD aura « réussi », précise Jacques Attali, si elle devient « l'institution respectée et incontournable de toute action dans les pays de l'Est ». Elle « pourra disparaître » dès lors qu'existera la « confédération européenne ». Fidèle aux ambitions élyséennes, Jacques Attali entend faire de la BERD « l'accoucheur » d'une Europe capitaliste englobant les pays de l'Est, URSS comprise ? « La Russie est éminemment européenne », répond le président de la banque.

L'institution, qui réunit 40 pays et 2 organisations européennes (la Commission des communautés et la Banque européenne d'investissements), dispose d'un capital de 10 milliards d'ECU, soit environ 70 milliards de francs. Ce pécule sera suffisant, estime Jacques Attali, pour lever 60 à 70 milliards d'ECU, dont 60 % devront être consacrés au secteur privé. D'ores et déjà, la banque est engagée dans une trentaine de projets (la réforme de la Sécurité sociale polonaise, la « valorisation » du Danube, les privatisations en tout genre dont celle des Télécoms dans différents pays...). Trois cents autres environ sont à l'étude.

Cependant, tous les observateurs n'affichent pas la belle confiance d'un Jacques Attali. Selon un expert français cité hier par l'AFP, « la BERD sera probablement confrontée à l'impatience des pays de l'Est », c'est-à-dire à leur désir déjà explicite d'obtenir rapidement le soutien promis, en particulier financier. D'autant que chacun d'entre eux est aujourd'hui aux prises avec des difficultés accrues combinant, selon les situations nationales, désorganisation économique et désordres politiques. En ce sens, estime une autre source de l'AFP, « l'URSS sera probablement le pays qui posera les problèmes les plus ardues à la BERD ».

Un autre obstacle - et tout aussi de taille - se dresse sur le chemin de la Banque. Il s'agit de la crise financière internationale et l'énorme besoin de capitaux qu'elle engendre. Même si, aux dires de Jacques Attali, « la BERD se veut une institution d'influence plutôt que de finance », l'intégration économique et politique de l'Europe orientale implique une injection de capitaux, dont l'échelle nous est donnée par l'exemple allemand. Le président de la BERD évalue lui-même à 2.000 milliards d'ECU (14.000 milliards de francs) le « rattrapage » des économies de l'Est. Or, déjà, les puissances dominantes - notamment le triangle Allemagne, Japon, Etats-Unis - s'opposent pour tenter de capter à leur profit le maximum de ressources. Et la BERD ne peut prétendre s'en affranchir, ainsi qu'en atteste la réunion informelle du G7, la veille, ainsi qu'en lieu et place de l'inauguration de la nouvelle institution.

La BERD naît donc sous un ciel d'orage : elle démarre son existence sous le double signe de la déroute à l'Est et de l'affrontement à l'Ouest. Dès l'origine, elle apparaissait conçue comme vecteur d'objectifs de conquête et de domination. Ceux-ci paraissent, à mesure que les difficultés s'aiguisent à l'Est, de moins en moins compatibles avec le développement de ces économies. La Pologne par exemple, qui figure au premier rang des emprunteurs de la BERD, se propose d'ouvrir le capital de ses sociétés à l'institution, lui donnant ainsi droit d'exercer la gestion de celles-ci. Mais on peut douter qu'une telle « ouverture » vise à répondre aux besoins de la population. La question se pose pour chacun des pays de l'Est. Sans doute le problème de la redynamisation des échanges entre ces Etats mériterait-il aussi d'être réexaminé, en tirant les leçons de l'échec du COMECON.

La France a tout intérêt à favoriser cette réflexion, à stimuler des coopérations sources de développement mutuel. Car ce pourrait être l'un des leviers pour tenter de desserrer la contrainte exercée sur notre économie par le trio que constituent l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis.

Sophie Salsac